

Note

« Les coûts de la défense sino-soviétique : un fardeau incalculable (Note) »

Carl Jacobsen

Études internationales, vol. 18, n° 4, 1987, p. 783-790.

Pour citer cette note, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702252ar>

DOI: 10.7202/702252ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

NOTES

LES COÛTS DE LA DÉFENSE SOVIÉTIQUE (ET CHINOISE): UN FARDEAU INCALCULABLE

C.G. JACOBSEN*

Les dépenses soviétiques et chinoises consacrées à la défense, et par conséquent les fardeaux qu'elles imposent à leurs économies respectives, échappent à tout calcul occidental. Les dirigeants soviétiques et chinois reconnaissent que ces fardeaux sont substantiels et qu'ils réclament des choix économiques pénibles. Mais leurs données officielles sont visiblement exclusives. Par conséquent, les calculs occidentaux officiels et non officiels se basent sur tellement d'incertitudes méthodologiques, de suppositions et d'extrapolations douteuses qu'il faut considérer les chiffres divulgués avec précaution. L'analyse sommaire qui suit se concentre sur la problématique soviétique, puisque nous en savons encore moins sur les réalités chinoises; mais chaque catégorie soviétique a un analogue chinois.

I – LES CHIFFRES OFFICIELS

Le budget de la défense soviétique couvrirait « le coût des armes, des munitions, de l'équipement technique, du carburant, de la nourriture et d'autres pièces d'équipement fournies aux forces armées »¹, les écoles militaires, les hôpitaux, les infirmeries, les activités sportives, les salaires des employés ainsi que « le financement de la construction d'infrastructures ». Toutefois, les descriptions du ministère de la Défense sont imprécises et l'estimation (ou *smeta*) officielle s'avère insuffisante pour permettre une évaluation fidèle de la situation.

La plupart des spécialistes occidentaux présument que les chiffres officiels rendent compte des dépenses opérationnelles comme les salaires, les frais de subsistance, les frais d'administration et l'utilisation de matériel (carburant, chauffage, utilisation de munitions de pratique et ainsi de suite), mais que la production et la constitution de stocks d'armes sont financées séparément, comme d'ailleurs le sont les investissements et la recherche et le développement. Par ailleurs, les chiffres pourraient couvrir la consommation par les troupes du « matériel personnel » (*i.e.* celui qui ne sert pas directement au service militaire), de même que l'accumulation nette d'armements² (voir ci-dessous).

En fait, la définition exacte de l'ensemble des éléments auxquels se rapportent les chiffres soviétiques est encore difficile à saisir. D'ailleurs, les chiffres soviétiques soulèvent

* Senior Research Officer au Stockholm International Peace Research Institute, (SIPRI), Suède.

1. Gosudarstvenny Byudzhet SSSR, Moscou 1975; voir Alex NOVE, « The Defense Burden-Some Observations », dans C.G. JACOBSEN, ed. *Soviet Military Costs and Burdens*, Oxford University Press. 1987.
2. JACOBSEN, *op. cit.* Un point de vue différent est offert par M. KASER dans A. BROWN et M. KASER, eds., *Soviet Policy for the 1980s*, MacMillan, London, 1982, pp. 202-207: il croit que l'estimation de la défense couvre seulement l'approvisionnement non capital, alors que les salaires et les frais de subsistance viennent de sources non identifiées du budget de l'État.

beaucoup de controverses à savoir s'ils rendent compte de certaines réalités dans le domaine de la défense. Certains observateurs estiment que la vitesse de l'accroissement des armements et de l'opérationnalisation de programmes de modernisation au cours des années 70 masquerait la faible baisse du budget officiel pour cette période là. D'autre part, il est difficile de démontrer que la gestion des programmes soviétiques à l'époque ait été moins rationnelle que celle durant les années 60; les dépenses opérationnelles et même l'accumulation nette d'armes peuvent avoir été établies en fonction de paramètres prédéterminés. Par ailleurs, l'écart entre un budget réduit et des coûts réels sûrement plus élevés, peut avoir reflété un niveau plus élevé des revenus militaires provenant de sources civiles; de même, les services du personnel et des activités de fonctionnement, de maintien et construction seraient financées par les comptes civils — des revenus obtenus par des moyens indépendants par opposition à des subsides cachés.

Toutefois, le problème central du calcul du fardeau de la défense se situe au niveau du budget non officiel. La pratique de placer des fonds destinés au secteur militaire dans des comptes civils n'est pas bien sûr inconnue dans d'autres pays. La plus récente demande budgétaire du Département de l'Énergie américain affecterait deux tiers de ses fonds à des programmes militaires.³ Par contre, l'ampleur du secret soviétique et chinois élève la problématique dans ces deux cas à un niveau de complexité beaucoup plus élevé.

Au niveau des dépenses soviétiques pour la défense, la CIA offre un montant inclusif calculé en roubles. Mais la démarche de la CIA est sujette à caution. Son approche principale se fonde sur le calcul des chiffres totaux ayant trait à l'acquisition de produits matériels soviétiques destinés au secteur militaire; ces chiffres sont reconnus comme étant une source sûre. Toutefois, la comparaison des prix relatifs de ces produits matériels ou de la production soviétiques avec ceux des États-Unis est plus aléatoire. L'autre approche se fie sur la reconstruction du PNB dans lequel la différence entre les revenus et les dépenses du secteur public est supposée constituer les dépenses de défense non comptabilisées sous une autre rubrique. Mais la comptabilité du PNB contient des écarts tant au niveau des revenus qu'au niveau des dépenses, ce qui complique le calcul juste de la production d'armements soviétiques. Le budget de 1970 contient des données brutes dont la rubrique intitulée « divers » totalisait 24.386 milliards de roubles. Dans cette optique, tenir compte des revenus générés par les prêts bancaires constitués des économies personnelles de la population en général permettrait de rendre compte de 50 pour cent des « frais non identifiés ».⁴

Quant aux types de calculs comparatifs effectués par la CIA pour déterminer les coûts et le fardeau de la défense en roubles, des changements notables ont été observés. En 1976, la CIA adoptait la position du comité surnommé le « B-team » qui avait doublé la valeur du rouble entraînant une augmentation proportionnelle du niveau estimatif du fardeau de la défense. Cette révision suggérait un grand effort militaire soviétique qui ne pouvait se vérifier dans la réalité, ce qui, ultimement, favorisa l'acceptation d'une augmentation sans précédent du budget de la défense américaine sous l'administration Reagan. Le message sous-jacent à cette estimation était que le niveau d'efficacité de l'industrie de défense soviétique ne se situait en fait qu'à un taux équivalant à la moitié de l'estimation antérieure. En plus, cette estimation démontrait qu'en réalité ce niveau d'efficacité n'était pas supérieur à celui du secteur civil, ce qui encouragea les tenants d'une intensification de la compétition américaine qui épuiserait les ressources soviétiques et contraindrait l'Union soviétique à faire des concessions. Compte tenu des taux de croissance élevés basés sur les calculs antérieurs

3. *The International Herald Tribune*, 14 janvier 1987.

4. Gérard DUCHESNE, « How much do the Soviets Use for Defense? », SIPRI manuscript; sera publié dans JACOBSEN, *op. cit.*.

de la CIA, les dépenses soviétiques en matière de défense couplées à un fardeau de la défense évalué aux alentours de 12 à 14 pour cent, dépasseraient apparemment ceux des États-Unis. La nouvelle estimation de la CIA en 1983 à partir de données concrètes permet d'en venir à la troublante conclusion que les taux soviétiques d'approvisionnement en matériaux militaires étaient demeurés constants depuis 1976 (l'apparition de cette tendance de non-croissance a été retracée en 1970), et que la part du fardeau de la défense accordée aux systèmes nucléaires stratégiques avait été réduite, ce qui concorde avec la doctrine soviétique mettant l'accent sur des options non nucléaires, soit conventionnelles, soit exotiques. Cette même estimation révèle qu'en général les coûts de la défense n'avaient augmenté que de deux pour cent par année. D'ailleurs, même ce montant serait peut-être exagéré étant basé sur un postulat de croissance énoncé par la CIA dans le cadre d'un projet de recherche et de développement; l'agence avait qualifié cette conclusion de « la moins sûre » des résultats obtenus. Finalement en 1986, la CIA, sous la pression de l'agence plus alarmiste, la DIA, accepte de fixer le fardeau de la défense à entre 15 et 17 pour cent afin d'arriver à un consensus. Par contre, la CIA n'était pas d'accord avec la révision à la hausse de l'estimation du taux d'approvisionnement fournie par la DIA. La CIA justifiait plutôt sa nouvelle évaluation du fardeau comme une conséquence de l'« inflation cachée » à la fois élevée et soutenue dans les industries liées à la défense, inflation qui aurait en réalité un taux représentant le double de celui calculé par des économistes soviétiques et occidentaux.⁵

À la fin de 1986, un rapport de la commission économique de l'OTAN auquel contribua la CIA, établissait que les dépenses militaires soviétiques avaient augmenté de 50 pour cent entre 1970 et 1985, soit une augmentation de 2.7 pour cent par année. Les véritables dépenses s'élevaient de « six à sept fois » plus que ne laissaient croire les chiffres soviétiques qui « dépassaient à peine... 2 pour cent du PIB ». Elles étaient donc fixées à entre 12 et 14 pour cent du PIB, un niveau qui se rapproche des estimations antérieures de la CIA, bien que le rapport donne un pourcentage entre 13 et 16 pour cent — quelque peu contraire à son analyse propre, mais plus proche du « consensus » CIA-DIA en 1986.⁶ Les définitions les plus ennuyeuses sont celles de la valeur relative comparée du rouble et du fardeau de la défense. En théorie, la fixation du prix du rouble évite les exagérations insensées des comparaisons avec une valeur en dollars, c'est-à-dire le calcul du coût équivalent dans le système économique américain qui est systématiquement différent. Le fardeau de la défense serait ainsi payé par un conscrit soviétique recevant moins de \$100 par année au taux américain de \$20 000 pour le même laps de temps. La même procédure appliquée à la Chine permet de conclure que ses forces militaires coûtent autant que celles des États-Unis. Dans cette grille d'analyse, les solides mais simples armements soviétiques résultant de l'orientation doctrinale, de même que les insuffisances technologiques sont comparés à une industrie militaire américaine fonctionnant selon des critères de technicité plus élevés. Il ne faudrait pas non plus perdre de vue le phénomène courant de « *gold plating* ». D'ailleurs, la CIA introduit de façon semblable une bonne part de majoration biaisée du rouble en fonction du dollar; il s'agit de la technique du *rouble costing*. La CIA concède avoir très peu de coûts justes en roubles, et encore moins de coûts courants. En fait, la plupart de ses prix en rouble sont le fruit d'un exercice de retransposition en roubles des coûts en dollars. Faire

5. S. ZHURAVLEV déclare que « l'accroissement des coûts des activités d'investissement » (l'inflation), plus « les progrès qualitatifs » ajoutent annuellement cinq à sept pour cent aux coûts, dans *Ekonomicheskaya Gazeta*, no. 24, 1986, p. 4.; *Voprosy Ekonomiki*, no. 3., 1985, donne un montant de cinq pour cent pour l'économie dans son ensemble; au sujet de la construction de machines et donc de la défense, des sources soviétiques parlent d'un taux d'inflation se situant entre 3.5 et 4.5 pour cent, voir P. HANSON, "The CIA, the TSSU and Real Growth in Soviet Investment", *Soviet Studies*, octobre 1984, p. 577; voir aussi Alec NOVE, *op. cit.*

6. *Atlantic News*, no. 1882, 16 janvier 1987.

l'inventaire de l'armement sociétique peut aussi être une source de désaccord. La DIA enquête sur les changements intervenus d'une année à l'autre dans quelques 350 programmes d'armement soviétique (pour sa part, la CIA touche à l'ensemble de l'approvisionnement soviétique), et a identifié de considérables réserves de missiles cachées. Ses chiffres semblent ne pas suffisamment tenir compte du taux élevé des tests et des lancements de satellites par l'Union soviétique, tests qui pourraient rendre compte de ce surplus. D'ailleurs, l'étalage de techniques avancées et de systèmes de lancement fixes, « *hard pad* », qui font appel à une préparation minime, viendraient confirmer cela. D'autre part, l'enquête américaine des emplacements du SAM égyptien après le changement d'allégeance a démontré que 50 pour cent des missiles identifiés auparavant par les services de surveillance et de renseignements n'étaient que factices.⁷ Cette même remarque peut s'appliquer à d'autres systèmes à l'intérieur de l'Union soviétique. Le secret et la duperie (*maskirovka*) dans les traditions russes ont toujours masqué et les forces, et les faiblesses du pays. Quant à l'accord soviéto-américain à Reykjavik en 1986 visant à réduire de 50 pour cent les arsenaux stratégiques, il pourrait certainement avoir des implications différentes tant pour l'URSS que pour les États-Unis. Cependant, l'échelle des accumulations internes de certains types d'armements au sein du système soviétique sont d'une telle envergure qu'une réduction de 50 pour cent en soi n'affecterait ni le risque, ni l'horreur de la guerre.

II – D'AUTRES TYPES DE CALCULS

Deux autres estimations élevées de l'effort de défense soviétique ont fait l'objet de beaucoup d'attention à la fin des années 70 et au début des années 80. Une première de ces approches a été utilisée par Bill Lee qui partait de la supposition que toute production non-spécifique ou non-comptabilisée d'industries de machines de construction était destinée à l'armée. Ce postulat semblerait s'infirmer. À partir des mêmes données, mais avec des tables *input-output* mises à jour, la CIA est arrivée à un montant résiduel représentant la moitié de celui avancé par Lee.⁸ Le montant résiduel couvrirait aussi le matériel spatial, les exportations d'armes et d'autres catégories de produits ne figurant pas dans les définitions américaines des dépenses militaires soviétiques. Toutefois, le principal problème pour effectuer des calculs est qu'il n'y a pas de preuves tangibles des niveaux d'utilisation de machines de construction par les industries qui en produisent elles-mêmes. Cet obstacle expose le calcul par montant résiduel à des erreurs de taille. De son côté, Steven Rosefielde utilise une approche qui présuppose l'introduction rapide de technologies disproportionnellement coûteuses et sophistiquées dans le domaine militaire soviétique, et l'inexistence d'inflation. La première supposition est contredite par la CIA qui se base sur le témoignage du sous-secrétaire à la Défense chargé de la recherche et de l'ingénierie, d'une part, et d'autre part sur la tendance historique de l'Union soviétique à parfois introduire des technologies avancées ou dérivées tout en demeurant prudent dans l'implantation graduelle des concepts plus avant-gardistes. Quant au postulat qui sous-tend sa prétention, à savoir l'inexistence d'inflation, elle est visiblement fausse.⁹

7. *Aviation Week and Space Technology*, 11 janvier 1982, p. 63; voir aussi C.G. JACOBSEN, "Soviet Military Expenditures and the Soviet Defense Burden", *SIPRI YEARBOOK 1986*.

8. D.F. BURTON, "Estimating Soviet Defense Spending", *Problems of Communism*, no. 3-4, 1983, pp. 85-93. Lee s'était basé sur une reproduction inexacte d'un tableau soviétique présenté par V.A. EVDOKIMOV; voir R. HUTCHINGS, "Soviet Defense Spending", *Jahrbuch des Wirtschaft Osteuropas*, 1981.

9. BURTON, *op. cit.*; Département de Défense des États-Unis, *The FY 1985 Department of Defense Program for Research, Development and Acquisition*: note 4; et voir C.G. JACOBSEN, ed., *The Uncertain Course; New Arms, Systems and Mindsets*, Oxford University Press, 1987, chapitres sur les progrès soviétiques au niveau des armes et des systèmes.

D'autres approches ont attiré l'attention récemment. Elles cherchent aussi des résiduels, objet dont la finalité est militaire mais qui est classifié autrement. Une approche tente d'identifier les composantes des tables militaires d'*input-output* publiées pour les années 1967 et 1972. Une autre approche cherche à analyser les comptes des revenus nationaux.

Pour sa part, Peter Wiles définit l'allocation à la défense comme étant ce qu'il est légitime d'inscrire dans les comptes nationaux, c'est-à-dire la consommation courante plus l'addition nette d'armes (les retraits nets, l'amortissement). Peter Wiles essaie de combiner cette interprétation du vote du budget avec les éléments de défense qui y sont cachés et qui sont déduits des tables d'*input-output*. Mais ces tables n'incluent plus comme autrefois une rubrique séparée consacrée à la défense (*oborona*). À cette étape, la plus grande difficulté vient du fait que les tables d'amortissement civiles sont toutes comptabilisées et il ne reste plus un compte qui servirait facilement à des déductions fiscales de fonds. En plus, Peter Wiles prend pour acquis que les coûts militaires sont calculés selon les prix constants, probablement ceux de 1965, ce qui paraît incompatible avec les pratiques soviétiques.¹⁰

Dmitri Steinberg fournit une autre estimation élevée qui se présente comme un défi intellectuel. Il reconnaît que ses chiffres, comme ceux de Rosefielde et les données de l'ensemble CIA-DIA, ne peuvent être vérifiés dans les totaux soviétiques publiés (dans le passé, la CIA prenait soin de souligner que ses chiffres pouvaient être vérifiés). Steinberg s'emploiera à faire valoir ce point. Il croit que la production de la défense et celle des secteurs connexes reçoivent leur soutien financier d'autres sources que les comptes nationaux sous forme de subsides non remboursés qui sont donc des éléments particulièrement inflationnistes. Ces subsides peuvent tout de même être retracés avec un minimum de compréhension des bureaucraties justifiées par les statistiques. Steinberg identifie des écarts entre presque tous les domaines touchés par les statistiques soviétiques, non seulement les tabulations de la production et des revenus nationaux sur lesquels d'autres chercheurs s'appuient, mais dans les statistiques sur les ressources financières, les ressources sous forme de capital et celles sur la main-d'œuvre; il met tous ces éléments sur le compte de la production du secteur de la défense. Ses chiffres sont d'une exactitude alléchante par contraste avec ceux de la CIA qui auraient, dit-on, une marge d'erreur située entre 10 et 15 pour cent. Le travail de Steinberg est fouillé et englobant mais sa précision se fonde sur des inférences qui, dans certains cas, peuvent et doivent être remises en cause. En se penchant sur des tables démographiques, par exemple, il prend note d'un « résiduel non-comptabilisé » de 17.2 millions de personnes en 1983 qu'il a divisé de la façon suivante: 1.7 million de retraités, 1 million de prisonniers, 7.8 millions de personnes constituant le personnel des forces armées et 6.7 millions de personnes présumées être des employés au niveau de la production de la défense. Toutefois, les statistiques touchant les retraités qui sont tirées du *Soviet Statistic Yearbook* sont d'une nature complexe et incluent en fait un grand nombre de personnes en âge de travailler qui figurent aussi dans d'autres catégories; par ailleurs, les statistiques excluent quelques 6 millions de personnes (1970) plus âgées que 55/60 ans qui ne reçoivent pas de pension. En plus, les statistiques sur la main-d'œuvre rendent compte des emplois équivalents au temps plein et non pas des personnes. Ainsi, un grand écart sépare les personnes recensées et les emplois équivalents au temps plein, dont tiennent compte les statistiques étant donné le travail saisonnier, le chômage fractionnel et ainsi de suite. De même, certains autres éléments sociaux comme la jeunesse qui travaille, les mères au foyer, les dépendants et les prisonniers échappent à la précision des statistiques. Steinberg manipule des statistiques sur les femmes dont 0.5 million restent au foyer, mais dont 2 millions ont quatre enfants et plus et reçoivent donc de l'aide financière n'ayant guère le temps de travailler à l'extérieur. Cette catégorie à elle seule réduirait le personnel dans le

10. Pour une présentation détaillée des thèses de P. WILES et du débat qui s'ensuit, voir JACOBSEN, *op. cit.*.

secteur de la production de la défense de 6.7 à 5.2 millions de personnes, ce qui représente une réduction de 22 pour cent.¹¹ Il est clair qu'il y a du travail à faire dans le cadre de cette approche de Steinberg, même si son défi méthodologique réclame une attention. Sa présupposition de l'existence de crédits extra-budgétaires pour lesquels il n'y a aucun précédent dans la comptabilité soviétique pose aussi problème; le PIB total est sous-estimé, ce qui a pour conséquence de réduire les liens entre un niveau posé des dépenses de la défense et leurs implications au niveau du fardeau.

Une approche plus traditionnelle a été résumée par Alec Nove en 1959¹²: la consommation matérielle du ministère de la Défense soviétique fait partie de la « consommation matérielle dans les institutions et les entreprises dans le domaine non productif »; la consommation par le personnel militaire est synonyme de consommation personnelle; l'accumulation d'armes est un « investissement dans les réserves d'État »; certains types de constructions comme les casernes sont classifiées comme des « investissements dans l'économie nationale »; et finalement, les autres matériaux militaires peuvent être repérés dans les « allocations à l'économie nationale » sous le titre « industries lourdes » et « réserves d'État ». Pour ce qui est de la recherche et du développement, ces secteurs reçoivent des crédits budgétaires du ministère de la Science dans le cadre des dépenses socio-culturelles, tandis que la police para-militaire tombe sous la compétence du ministère de l'Intérieur. Il est toutefois important de rappeler que les comptes des revenus nationaux sont très différents des dépenses budgétaires. Ainsi, l'accumulation est un montant net qui écarte la dépréciation et les réserves du calcul, ce qui engendre des dépenses brutes moins grandes pour les investissements de capitaux, ou encore pour l'achat d'armes. Dans ce sens, les tables sur les revenus nationaux soviétiques établissent une distinction entre la « consommation » et « l'accumulation et d'autres dépenses », d'où les tentatives de calculer le résiduel de l'accumulation, un lieu probable où se retrouveraient des dépenses pour la non-consommation militaire.

Des chercheurs comme François Duchene ont adopté cette approche.¹³ Leurs chiffres moins élevés pour le fardeau de la défense soviétique sont particulièrement intéressants en ce sens qu'ils sont effectivement équivalents aux résiduels des revenus nationaux réfutant par le fait même la présomption que les statistiques soviétiques officielles sous-estiment les dépenses au niveau du revenu national (production matérielle nette), de la production industrielle et des dépenses budgétaires.

Les calculs de Duchene situe le fardeau de la défense aux alentours de 9.5 pour cent du PIB, indicateur qu'il reconstitue pour se conformer avec les pratiques de la CIA. Ce pourcentage est de cinq pour cent plus bas que le chiffre obtenu par les calculs de Steinberg ou encore l'estimation de la CIA. Le contraste avec Steinberg s'explique par un écart méthodologique tranchant, tandis que le contraste avec la CIA est moins catégorique. En fait, les calculs traditionnels de nature académique que fait Duchene sont tout à fait compatibles avec les résultats de la CIA quand les facteurs inflationnistes sont éliminés.

11. Pour une discussion en profondeur, voir F. DUCHENE, « How Much do the Soviets Use for Defense? », et D. STEINBERG, « Military Expenditures in Reconstructed Soviet National Accounts For 1970-1984 », dans JACOBSEN (*op. cit.*). Le concept de Steinberg de financement extra-budgétaire n'est pas sans précédent au niveau de la spéculation occidentale; voir Abram BERGSON, *Review of Economic Statistics*, novembre 1947, p. 240 (Bergson avait souligné comme le fait Steinberg, que l'écart entre l'ensemble des personnes rapportées au travail et le total de leurs revenus disponibles est supérieur au nombre de personnes au travail multiplié par leur salaire moyen).

12. A. NOVE et A. ZAUBERMAN, « A Soviet Disclosure of Ruble National Income », *Soviet Studies*, octobre 1959.

13. F. DUCHENE, K. MOCHIZUKI *et al.*, dans JACOBSEN, *op. cit.*.

Trois principaux facteurs inflationnistes ont une incidence sur les résultats de la CIA. Premièrement, la CIA suggère que la recherche et le développement militaire constituent 95 % du budget du ministère de la Science, proposition intenable. Deuxièmement, le calcul sur la base du dollar (*dollar-costing*) est un facteur qui distord le calcul sur la base de la valeur du rouble (*ruble-costing*). Troisièmement, il y a l'héritage de 1976, date à laquelle la productivité militaro-industrielle aurait diminué de moitié. Ce changement des paramètres semble avoir été trop radical. L'économie militaire n'est pas aussi distincte, privilégiée et efficace que l'on a cru dans le passé. Mais les industries de défense « recrutent encore une forte proportion des meilleurs scientifiques, technologues, ingénieurs et techniciens spécialisés » et « profitent d'un accès prioritaire à bien des nouveautés matérielles ».¹⁴ Les implications de la déclaration du Secrétaire-général Brezhnev en 1971 à l'effet que « 42 pour cent de la production de l'industrie militaire servent à des fins civiles » demeurent vraie; les nombreux transferts de gestionnaires de l'industrie militaire à des postes dans le secteur industriel civil durant les premières années du mandat du Secrétaire Gorbachev reflèteraient apparemment des niveaux de rendement et d'efficacité plus tangibles.¹⁵

III – LE FARDEAU

Il est possible d'avancer une estimation du fardeau « réel » de la défense qui se situe aux alentours de 10 pour cent en fixant un taux d'efficacité relative plus élevé au sein des industries de défense soviétiques, tout en ajustant les résultats obtenus par rapport aux facteurs inflationnistes introduits dans le calcul de la CIA. Mais ce calcul ne peut, bien sûr, se référer qu'aux éléments ou aux catégories retrouvés dans les définitions de la défense comprises par l'OTAN, définitions qui sont exclusives. Une définition plus large devrait inclure le coût du maintien des moyens de production de guerre supplémentaire, la protection des infrastructures civiles contre les contingences en temps de guerre, les activités spatiales, l'aide militaire à l'étranger (peut-être compensée par les ventes d'armes), ainsi que les activités liées à la défense.¹⁶

Le fardeau de la défense s'inscrit dans une dialectique causale. En Union soviétique, la quantité et, dans certains cas la qualité technique, ont été obtenues aux dépens de la qualité du personnel et de l'efficacité maintenue par la souplesse; toutes les forces productives soviétiques souffrent d'un niveau plus bas de préparation pour les demandes imprévues que leurs contreparties américaines. En Union soviétique, comme en Chine, les priorités non militaires exigent des sacrifices proprement militaires. En Chine, le secteur militaire se classe en dernier dans la hiérarchie officielle des « quatre modernisations »; l'APL (armée populaire de libération) s'est vu amputer 1 million d'hommes (bien que certains d'entre eux aient été réaffectés à la milice), et une gamme d'industries militaires a été transférée (« vendue ») à, ou fusionnée avec des entreprises civiles.¹⁷ Malgré cela, le transfert de ressources militaro-industrielles à l'économie civile peut sembler servir les intérêts de l'armée à long terme. Manifestant son soutien en faveur des réformes prioritaires de l'économie civile, le Major Général Vasykov déclara: « les nouveaux instruments, les outils de machine contrôlés par

14. Rapport de l'OTAN (note 6).

15. JACOBSEN, *SIPRI Yearbook 1986*, op. cit..

16. Les définitions de l'OTAN introduisent des considérations restrictives mais non exhaustives de certains de ces éléments.

17. C.G. JACOBSEN, *Far East Survey*, dans D.R. JONES, ed., *Soviet Armed Forces Review Annual (SAFRA)*, no. 10, Academic International, Gulf Breeze, 1987; J.S. DOYLE, « China Forges in with Radical Military Reforms in the Quest of Peace », *Defense News*, 16 juin 1986.

ordinateur, les équipements de robotique et les plus récentes générations d'ordinateurs » sont « simultanément les principaux indicateurs du progrès scientifico-technique et forment *le meilleur catalyseur du progrès militaro-technique* ». ¹⁸ Néanmoins, la reconnaissance du besoin de l'armée d'avoir une contrepartie civile plus dynamique réduit son rôle à titre de principal fournisseur de la haute technologie et des appareils ménagers et risque de remettre en cause le niveau de dépenses accordé à l'armée tout en augmentant les coûts du maintien des moyens de production de guerre en temps de paix.

Les calculs sommaires du fardeau peuvent donc atteindre de très hauts niveaux de complexité. Par ailleurs, il est clair qu'il faille tenir compte des différences découlant de cultures politico-militaires distinctes et donc du rôle social et de la contribution sociétale de l'armée. La production militaire pour des fins civiles, comme la construction de routes, de ponts et d'édifices et l'installation de tuyaux d'égouts, de même que l'aide fournie par l'armée durant le temps des moissons, sont des indicateurs mais non des facteurs clés. En Union soviétique et en Chine, l'armée joue un rôle central dans ses fonctions d'agent de socialisation universel à travers lequel il est possible d'inculquer les normes linguistiques et comportementales de l'État-nation.

Il est donc clair que les cultures politico-militaires soviétiques et chinoises se distinguent manifestement des traditions anglo-saxonnes. L'armée fait partie intégrante de l'élite nationale depuis toujours; elle ne se situe pas à l'extérieur mais en est une composante. Par ailleurs, il existe des différences factionnelles, mais elles ne prennent pas la forme de confrontations fonctionnelles entre l'armée et le Parti. Ces confrontations sont plutôt inscrites dans les limites d'un composite politico-militaro-économico-culturel plus grand. En somme, les factions militaires détiennent de l'influence politique à titre de parties composantes d'amalgames plus grands et non pas à titre de séparatistes fonctionnels. [*Traduit de l'anglais.*]

18. *Kommunist Vooruzhiennikh Sil*, octobre 1985; voir aussi les écrits de Maréchal N.V. OGARKOV et le Colonel Général M.A. GAREEV.